



Nathalie HEINICH, *Pourquoi Bourdieu*, Paris, Gallimard, coll. « Le débat », 2007, 188 pages

Hélène Bourdeloie

DANS RÉSEAUX 2009/2 n° 154 , PAGES 247E À 262E

ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE

ISSN 0751-7971

ISBN 9782707157492

DOI 10.3917/res.154.0247e

Date de mise en ligne : 16/04/2009

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-reseaux-2009-2-page-247e?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

NOTES DE LECTURE

Walter LIPPMANN, *Le public fantôme*, traduit par Laurence Decréau, présenté par Bruno Latour, Paris, Démopolis, 188 p., 20 €.

Par Gilles BASTIN

« *Le citoyen d'aujourd'hui se sent comme un spectateur sourd assis au dernier rang : il a beau être conscient qu'il devrait prêter attention aux mystères qui se déroulent là-bas sur la scène, il n'arrive pas à rester éveillé.* » Ce « spectateur sourd », écrit Walter Lippmann dans les premières lignes de l'essai qui donne son titre à cet ouvrage, c'est le citoyen déboussolé de la « grande société » qui succéda, au tournant du XX^e siècle, aux anciennes communautés locales. C'est le paysan du *midwest* découvrant dans la presse que l'assassinat d'un archiduc à Sarajevo le conduit dans les tranchées d'Europe. C'est peut-être aussi – voilà une bonne raison de lire ce livre plus de 80 ans après sa publication – l'homme du XXI^e siècle, sommé de prendre position sur la crise financière ou la guerre en Afghanistan, tout en sachant intimement qu'il n'en a pas les moyens.

C'est la thèse centrale de ce texte fameux, publié une première fois aux États-Unis en 1925 : le monde est devenu trop complexe pour que le « public » puisse s'en emparer, le discuter, se faire une opinion à son propos. Pour que naisse, en somme, le citoyen éclairé imaginé par la démocratie libérale progressiste à laquelle Lippmann lui-même adhéra dans sa jeunesse.¹ Sous l'effet de la mondialisation des échanges économiques et de la complexification des interdépendances politiques, le nombre des « problèmes » qui se posent au public augmente, nous dit Lippmann dans un premier temps. La capacité du « public » à les résoudre diminue quant à elle. Alors que de nombreux penseurs optimistes

1. Sur la biographie de Lippmann, lire notamment John Luskin, *Lippmann, Liberty and the Press*, University of Alabama Press, 1972 et Ronald Steel, *Walter Lippmann and the American Century*, Transaction Press, 1980.

de la démocratie – comme Gabriel Tarde ou Charles Cooley – avaient vu dans les médias de masse un moyen de ramener les individus vers les problèmes publics, Lippmann entonne donc ici une rengaine pessimiste appelée à un grand avenir au XX^e siècle. Le public, nous dit-il, « écoeuré » devant la complexité des choses et la multiplicité des points de vue, finira « par éteindre son poste pour se réfugier dans une paisible ignorance ».

En 1920, la lecture attentive du *New York Times* n'avait-elle pas conduit Lippmann à constater que, dans les mois qui suivirent la révolution russe, ce journal avait annoncé plus de 90 fois à ses lecteurs la chute imminente du régime bolchevik² ? Si le règne du préjugé remplace ainsi celui des faits, si l'objectivité commence à être définie dans les journaux, non plus comme une mécanique d'enregistrement du monde extérieur, mais comme la recherche d'un équilibre entre des points de vue, alors c'est peut-être la démocratie elle-même qui est en crise³.

« Nous devons prendre pour une prémisse indiscutable de toute théorie du gouvernement populaire, écrit encore Lippmann, que les hommes, en tant que membres du public, ne seront jamais bien informés, qu'ils ne s'intéresseront jamais longtemps à une affaire, qu'ils ne seront jamais neutres, qu'ils ne feront jamais preuve de créativité et qu'ils n'agiront jamais directement. » Ce sombre tableau, que Lippmann avait d'ailleurs commencé à brosser trois ans plus tôt dans *Public Opinion*, ne décourage pas totalement l'auteur. Il s'agit en effet ici d'« établir la démocratie sur des bases réalistes » en sacrifiant ce poids mort qu'est devenu le concept même de « public ». Le public délibérant n'existe pas mais *des* publics peuvent émerger de façon circonstancielle autour de causes déterminées et choisir de « s'aligner » derrière tel ou tel représentant initié, lui, au mystère de cette cause. Dès lors, il est possible de déterminer dans quelles conditions cet alignement peut être justifié et comment faire de chaque citoyen un bon juge choisissant régulièrement celui qu'il soutiendra avant de se retirer dans sa vie privée. En effet, si le public ne peut raison-

2. Cf. « A Test of the News », publié dans *The New Republic* en 1920 avec C. Merz.

3. En 1920, Lippmann écrivait dans *Liberty and the News* que la crise des démocraties modernes était une crise du journalisme. Le sociologue et historien des médias Michael Schudson a proposé l'année dernière dans *The Nation* un commentaire très intéressant de ce texte. Il y conteste la thèse de Lippmann selon laquelle la mise en place d'institutions de contrôle des médias et des journalistes pourrait amener à une couverture plus factuelle et « vraie » de l'actualité et donc à éviter le règne de l'opinion pure et du préjugé, fatale à la démocratie. Cf. « Lippmann and the News », *The Nation*, 31 décembre 2007.

nablement légiférer, il peut choisir ceux à qui il confie cette tâche et juger de la cohérence de leur action. « *Nous nous accommodons bien des médecins, malgré notre ignorance en médecine, écrit Lippmann ; et des conducteurs de trains, bien que nous ne sachions pas conduire une locomotive. Pourquoi ne ferions-nous pas de même avec les Sénateurs, nous qui serions incapables de réussir un examen sur les mérites de telle loi sur l'agriculture ?* »

On a parfois caricaturé le propos de Lippmann en faisant de lui un défenseur inconditionnel de l'expertise et de la technocratie, le défenseur d'un élitisme antidémocratique ayant choisi la mauvaise solution au problème qu'il posait. Tout en reprenant par exemple de Lippmann le terme de « fabrique du consensus », la gauche critique américaine, à l'image de Noam Chomsky, s'est le plus souvent construite par opposition à cette figure⁴. La lecture de ce livre montre clairement que Lippmann ne goûte en rien la ploutocratie. Puisque la frontière qui sépare les « aveugles » des initiés est mouvante selon les problèmes envisagés, il faut en effet se préparer – c'est pire ! – à ce que les experts eux-mêmes puissent être souvent des aveugles. Le livre manifeste cependant aussi très clairement la défiance fondamentale dans laquelle Lippmann tenait les membres de ce « public » à la « partialité bornée » qui, pour l'essentiel, devait être remis « à sa place » afin de « libérer chacun de nous de ses mugissements et de ses piétinements de troupeau affolé ».

Ce livre est indéniablement un jalon dans le développement de la pensée libérale conservatrice au XX^e siècle.⁵ Si l'on en croit sa couverture, sur laquelle le nom de Bruno Latour apparaît en plus gros caractères que celui de Lippmann⁶, il marque peut-être aussi un jalon dans la pensée du sociologue français. La longue préface en témoigne. Bruno Latour s'y essaie à gommer les aspects les plus conservateurs de l'œuvre, pour n'en garder que le libéralisme radical qui pousse Lippmann vers une profonde méfiance à l'égard de l'idée même de société⁷. La réception du texte se trouve de ce fait complexifiée pour le lecteur

4. Pour une analyse de cette caricature de Lippmann par le courant critique de la sociologie des médias, cf. à nouveau M. Schudson, "The 'Lippmann-Dewey Debate' and the Invention of Walter Lippmann as an Anti-Democrat 1985-1996", *International Journal of Communication*, 2, 2008.

5. On peut noter que cette publication est soutenue par la Fondation pour l'Innovation Politique, un *think tank* classé à la droite de l'échiquier politique français.

6. Lequel est malencontreusement orthographié fautivement sur la couverture elle-même.

7. On le sait, l'idée d'une sociologie fondée sur la déconstruction de notions comme celle de « société » est au cœur du travail de Latour depuis de nombreuses années. Cf. par exemple *Changer de société, refaire de la sociologie*, La découverte, 2007.

français. On a par exemple du mal, en lisant cette préface, comme en lisant le texte très peu représentatif de John Dewey proposé en annexe, à se figurer ce qu'a pu être l'opposition entre ces deux auteurs⁸. Une ligne de démarcation très nette oppose pourtant la méfiance de Lippmann à l'égard du peuple lui-même et la critique de Dewey à l'égard du système politique et économique qui, sous l'effet de la propagande et des relations publiques, tend à provoquer « l'éclipse » temporaire du public. La question de savoir pourquoi Lippmann reste silencieux dans ce livre sur les techniques de manipulation de l'opinion, alors qu'il les analyse dans *Public Opinion*, est un des mystères que cette publication ne lève pas. Étrange mystère d'ailleurs, si l'on considère que Lippmann participa étroitement, pendant la première guerre mondiale, à l'une des entreprises de relations publiques les plus célèbres de l'histoire, celle qui convertit justement l'opinion publique américaine et les fermiers du *midwest* à l'interventionnisme en Europe.

Gilles BASTIN

Institut d'Études Politiques de Grenoble / PACTE-PO

gilles.bastin@iep-grenoble.fr

**Cyril LEMIEUX et Michel de FORNEL (dir.),
Naturalisme versus constructivisme ?, Paris, Éd. de l'EHESS,
coll. « Enquête », décembre 2007, 334 pages, 27 €.**

Par Sylvain PARASIE

Le rôle du chercheur en sciences sociales se limite-t-il à étudier la « construction sociale » des éléments que nous tenons comme inscrits dans la nature des choses, qu'il s'agisse de catégories, d'institutions, de maladies, de postures corporelles, de concepts mathématiques ou de quarks ? Cette question est aujourd'hui cruciale pour les sciences sociales. Pensons aux débats portant sur les sexes (les différences entre les hommes et les femmes se réduisent-elles à

8. Le texte écrit par Dewey immédiatement après la publication du *Public fantôme* est en effet très louangeur et il faudra attendre deux années pour que Dewey formule des critiques qui ne sont là qu'esquissées. Sur ces critiques, on consultera notamment la traduction française de *The Public and its Problems (Le public et ses problèmes)*, Éditions Farrago/Université de Pau, 2003) et de Joëlle Zask, *L'opinion publique et son double, livre II, John Dewey, philosophe du public*, L'Harmattan, 1999

des différences de socialisation ?) ou à ceux qui ont entouré la fameuse « guerre des sciences » (la réussite d'une théorie scientifique doit-elle quelque chose à la nature ?). Paru au début de l'année 2008 dans la collection « Enquêtes » des éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, cet ouvrage collectif dirigé par Cyril Lemieux et Michel de Fornel donne des clés pour dépasser une certaine posture constructiviste qui domine les sciences sociales contemporaines et selon laquelle « *les phénomènes descriptibles dans le monde n'existent pas en dehors du travail social accompli pour les catégoriser* ».

Réunissant les contributions de sociologues, de philosophes et d'historiens, ce livre se donne pour ambition de dépasser l'opposition entre le constructivisme et le « naturalisme ». Défini comme « *la posture opposée selon laquelle les phénomènes existent indépendamment de tout travail de catégorisation* », le naturalisme est surtout porté par les sciences cognitives et la psychologie, qui veulent expliquer les pratiques sociales et les représentations cognitives par des processus de transmission sélective. Parce que le naturalisme s'appuie sur une « description pauvre du monde », Lemieux et de Fornel appellent de leurs vœux une « naturalisation non réductionniste » des sciences sociales. Selon eux, cette naturalisation prend aujourd'hui deux voies distinctes. La première voie, qui s'incarne notamment dans la « sociologie des épreuves », s'attache à montrer de quelle manière les acteurs révisent leurs jugements collectifs en se confrontant à la matérialité du monde. La seconde voie, qui s'incarne dans les travaux de Descola et de Latour, part de l'idée que l'opposition entre la « nature » et la « culture » n'est qu'une modalité parmi d'autres pour qualifier les êtres. Cet ouvrage n'aborde qu'incidemment ces deux courants, et privilégie un « retour aux classiques » qui est d'ailleurs tout sauf classique. La moitié de l'ouvrage est ainsi consacré à un débat passionnant autour d'Émile Durkheim.

La première partie du livre s'articule autour de la lecture iconoclaste de Durkheim par la sociologue américaine Anne Warfield Rawls, dont deux articles sont ici traduits en français. Selon elle, une erreur majeure d'interprétation a été faite sur la théorie de la connaissance forgée par Durkheim dans *Les Formes élémentaires de la vie religieuse*. On pense habituellement que Durkheim situe l'origine des catégories fondamentales de la pensée (temps, espace, classification, force, cause, causalité, totalité) dans les croyances et les représentations collectives. Or, explique Rawls, ceci est parfaitement inexact si on relit scrupuleusement les longs développements que Durkheim consacre aux pratiques rituelles et totémiques. Le sociologue démontre plutôt que c'est dans l'accomplissement collectif des pratiques rituelles que les individus accèdent aux catégories de l'entendement. Si bien que les sociologues se seraient totalement fourvoyés en

distinguant un « Durkheim positiviste » (celui des *Règles de la méthode*) et un « Durkheim idéaliste ou “socio-constructiviste” » (celui des *Formes élémentaires*). Durkheim aurait ainsi mis en place un cadre théorique cohérent et unique « *permettant de mettre en relation, au sein d'un type particulier de configuration entre les acteurs, des pratiques et des formes d'intelligibilité* ». C'est cette primauté des pratiques qui conduit Anne Rawls à considérer le travail de Garfinkel comme la « contrepartie moderne » du projet durkheimien.

Plusieurs contributions viennent ensuite critiquer cette lecture qui présente Durkheim comme une « voie socio-empiriste » pour dépasser constructivisme et naturalisme. Albert Ogien distingue ainsi l'exégèse, particulièrement bien venue à l'encontre de la théorie des « deux Durkheim » et la proposition de méthode, nettement plus contestable, qui établit un lien entre Durkheim et Garfinkel. En effet, précise-t-il, le dualisme de Durkheim, qui maintient une séparation franche entre le général et le particulier, est totalement étranger à l'ethnométhodologie. Il est en outre difficile de dire que les pratiques jouent un rôle aussi majeur dans une sociologie durkheimienne qui fait la part aussi belle aux institutions. L'intérêt de cette relecture tient selon lui à ce qu'elle permet de contrer la « *tendance qui conduit certains sociologues désireux de “réhabiliter le point de vue des acteurs” et en viennent à oublier l'enseignement de Durkheim à propos du caractère constitutivement social de la connaissance individuelle* ».

Les articles rassemblés dans la seconde partie de l'ouvrage réintroduisent du naturalisme dans l'analyse de deux manières différentes. Certains tentent d'intégrer théoriquement les sciences sociales et les perspectives ouvertes par les sciences cognitives ou la psychologie évolutionniste. Marc Faucher et Edouard Machery construisent ainsi un « modèle intégratif de la pensée raciale » qui dépasse la perspective constructiviste (selon laquelle la notion de race est une invention récente et non nécessaire) en expliquant pourquoi « *de si nombreuses cultures ont développé des concepts similaires de race ou des classifications fondées sur des propriétés phénotypiques* ». Adoptant une approche évolutionniste qui peut laisser sceptique, les auteurs montrent que si les formes du racialisme sont transitoires, elles reposent sur un aspect universel de l'esprit humain. Une autre démarche, à la fois plus modeste et plus convaincante, consiste à explorer empiriquement de quelle manière les individus trouvent des compromis entre les « contraintes de la nature et l'inventivité sociale » comme le notent les historiens Étienne Anheim et Stéphane Gioanni. C'est ce que fait Alain Desrosières en étudiant les nouveaux critères officiels des instances européennes de statistiques. Il montre que ceux-ci sont traversés

d'une tension entre réalisme (les statistiques disent la réalité) et conventionalisme (les statistiques sont produites pour être utilisées par les acteurs). Il montre ainsi de quelle manière les acteurs alternent entre les deux postures en prenant appui sur des « figures de compromis ».

Le lecteur pourra être un peu déçu par la relative faiblesse empirique des articles de la seconde partie, et par un certain décalage entre les deux parties qui composent l'ouvrage. En explorant plusieurs voies théoriques pour intégrer des éléments extérieurs au social dans l'analyse, ce livre pose néanmoins des questions décisives à l'ensemble des sciences sociales. S'il ne retrouve ici aucun de ses objets habituels, le lecteur intéressé par la communication, les médias et la culture se voit incité à la fois à se replonger dans les travaux fondateurs de la sociologie et à se défaire des postures constructivistes parfois faciles.

Sylvain PARASIE

Université Paris-Est/LATTS

sylvain.parasie@univ-paris-est.fr

Jean GADREY et Florence JANY-CATRICE,
Les nouveaux indicateurs de richesse,
La Découverte, coll. « Repères », 2007 [2005].

par Jean-Luc METZGER

Cet ouvrage de synthèse nous offre une mise en perspective des efforts contemporains pour mettre au point et faire admettre des indicateurs globaux alternatifs au PIB. Il nous fait ainsi découvrir tout un univers d'initiatives – rarement françaises – pour infléchir les politiques publiques, les prises de décision, jusqu'ici trop centrées sur les évolutions du seul taux de croissance de l'économie monétaire. Ce qui en fait un élément-clé des débats contemporains concernant le développement durable et la croissance soutenable.

Pour éviter tout malentendu, les auteurs nous mettent d'emblée en garde contre le risque de remplacer le fétichisme du PIB par « la religion des indicateurs sociaux et environnementaux ». Car, si la quantification permet de rendre plus apparentes certaines réalités, elle ne doit pas s'y substituer et occulter les choix qui ont présidé à son élaboration. Parmi ces choix, les plus significatifs sont

ceux qui concernent « les “pondérations” des diverses variables qui composent un indicateur », ainsi, bien sûr, que ceux qui concernent les « variables qui comptent ». Il en va également des indicateurs sociaux et environnementaux dont la conception s’appuie sur des « conventions d’évaluation du progrès », qui doivent être rendues explicites et faire l’objet de débats transparents.

Ce préalable posé, pourquoi critiquer le PIB ? En quoi la variation du flux de richesses marchandes et monétaires ne parvient-elle pas à rendre compte de la variation du bien-être individuel et collectif ? Les auteurs recensent plusieurs catégories de reproches qui peuvent être adressés à ce mode de calcul. En premier lieu, « de nombreuses activités et ressources qui contribuent au bien-être ne sont pas comptées », telle que la part de temps libre par exemple. Il ne tient pas compte, non plus, de la satisfaction liée à la consommation des biens marchands produits. Il est ensuite totalement indifférent à « la répartition des richesses, aux inégalités, à la pauvreté, à la sécurité économique » (p. 18). Enfin, il fait abstraction des « dégâts du modèle actuel de croissance ». C’est qu’en effet « le PIB ne compte pas les pertes de patrimoine naturel, mais il compte positivement la destruction organisée » (p. 22). Bref, le monopole exercé par le PIB a pour principal défaut que, « *dans les jugements de progrès, la domination écrasante des dimensions marchandes et monétaires n’est pas contrebalancée par la présence d’indicateurs alternatifs ayant un poids semblable* » (p. 25).

Face à cette carence, il existe bien quelques solutions, parfois relativement anciennes, notamment les *indicateurs de développement humain* (IDH) du PNUD et l’indice de santé sociale. Les premiers tiennent compte de l’inégale répartition des richesses, de l’espérance de vie et des niveaux d’éducation, dans l’ensemble de la population, mais aussi plus spécifiquement, des inégalités entre hommes et femmes. Les auteurs notent que, aussi limités soient-ils, ces IDH permettent de bousculer certaines représentations en inversant les classements habituels : sur les 18 pays économiquement les plus développés, les plus mal classés en termes de lutte contre la pauvreté, sont « l’Australie, le Royaume-Uni, l’Irlande et les États-Unis, qui sont des pays relevant du modèle social “anglo-saxon” et de ses valeurs ». Quant à l’*indice de santé sociale*, mis au point par des chercheurs américains, il est calculé à partir de seize variables élémentaires, regroupées en cinq catégories d’âge. Parmi ces variables, citons le taux de mortalité infantile, de suicide des jeunes, l’usage de drogues, l’espérance de vie des plus de 65 ans, les accidents de la route, ou encore l’accès à un logement d’un prix abordable. L’un des intérêts de ce type d’indicateurs est qu’il permet de montrer que, « *au-delà de certains seuils, un surplus de croissance entraînerait un déclin de la qualité de vie ou de bien-être “soutenable”* » (p. 37).

La France n'est pas tout à fait absente de ces tentatives pour bousculer l'orthodoxie. Pour mesurer les inégalités et la pauvreté hexagonales, le « Réseau d'alerte des inégalités » a mis au point et rendu public à partir de 2002 le BIP 40, indicateur synthétique, référence ironique au PIB et au CAC 40. Il agrège six dimensions, chacune étant composée de plusieurs indicateurs : emploi et travail (dont les conditions de travail, la précarité et les relations professionnelles), les revenus, la santé, l'éducation (dont la mesure des inégalités de performance scolaire), le logement et la justice. Aussi perfectible que soit cet indicateur (les arguments des détracteurs sont discutés dans l'ouvrage), il n'en montre pas moins que « les inégalités en France sont sensiblement plus importantes en 2004 qu'au début des années 1980 » (p. 40).

Des indicateurs plus spécialisés en matière environnementale sont également présentés : le « PIB vert » et les indices de bien-être économique durable (IBED). Ils combinent tous des contributions au bien-être durable relevant de plusieurs dimensions : économique, sociale, environnementale et les contributions d'activités non monétaires au bien-être individuel (travail domestique, par exemple). Une de leurs originalités est de déduire du bilan économique les dépenses purement défensives, celles qui ne servent qu'à réparer les dégâts du modèle de croissance. Là également, un des points forts de ces indicateurs, est de permettre des comparaisons, certes discutables mais parlantes, des évolutions du PIB et de l'IBED : ainsi, au Royaume-Uni, on constate un décrochage net à partir de 1975, correspondant à un « fort déclin du bien-être durable par personne ».

L'empreinte écologique se distingue des précédents indicateurs en ce qu'il est le seul à être purement écologique. Il présente l'originalité de ne tenir compte que des ressources naturelles renouvelables (sols, forêts, eau, atmosphère, climat, etc.) et vise à en apprécier les capacités de régénération confrontées à l'activité humaine. Au plan global, il peut mesurer le degré d'épuisement de la Terre : certains calculs laissent penser que, depuis le début des années 2000, les activités humaines consommeraient 125 % des capacités terrestres de régénération des ressources naturelles. Cette dette écologique, jusqu'ici invisible, devra être payée, d'une manière ou d'une autre, par les générations futures et, tout particulièrement, par les catégories sociales les plus défavorisées.

Après avoir présenté et discuté, au chapitre 7, ce que pourrait être une « grille d'évaluation multicritère » des indicateurs synthétiques, J. Gadrey et F. Jany-Catrice se livrent, au chapitre 8, à un « exercice de prospective » pour imaginer ce que pourraient être les « comptes du XXI^e siècle ». Ils rappellent

combien, jusqu'ici, « la mise au point et le perfectionnement des outils de gestion de la comptabilité nationale font intervenir à la fois la “puissance” (l'exercice du pouvoir politique), les conventions dans lesquelles s'expriment la stratégie et les objectifs, et des arguments logiques internes à la statistique et aux techniques comptables » (p. 102). De tels jeux politiques continuent de présider à l'élaboration des techniques comptables et de leur issue va dépendre l'importance accordée aux nouveaux indicateurs de richesse : qui donc détournera les décideurs de « la religion de la croissance » ?

Jean-Luc METZGER

Orange Labs / CNAM-LISE

jeanluc.metzger@orange-ftgroup.com

Patrick EVENO,

La presse quotidienne nationale. Fin de partie ou renouveau ?,
Paris, Vuibert, 2008.

par Jean-Pierre BACOT

Spécialiste de l'économie de la presse et, en particulier, du journal *le Monde*⁹ pour lequel les crises éditoriales et économiques se succèdent depuis quelques années, Patrick Eveno élargit son propos dans cet ouvrage qui vient à point pour proposer un état des lieux de la fragile presse quotidienne nationale française qu'il a observée en détail, s'appuyant, sans s'en contenter, sur les monographies existantes.

L'auteur commence par un rappel du poids de l'histoire et, particulièrement, de ce que furent les conditions établies par la loi au redémarrage de la presse à la Libération, en détachant par un utile regard sur d'autres pays ce qui relève d'une spécificité française, essentiellement marquée par une méfiance envers le marché et une organisation politique du pluralisme. La part souterraine de l'économie de la presse au XIX^e siècle aura contribué à construire une méfiance dans l'opinion. Pour ce qui est du pluralisme, Eveno remarque que la nouvelle donne établie après deuxième guerre mondiale a en partie conduit à financer

9. Voir notamment *L'argent de la presse, des années 1820 à nos jours*, Éditions du CTHS, 2003 et *Histoire du journal Le Monde, 1944-2004*, Albin Michel, 2004.

les marges de l'opinion, alors que les quotidiens allemands auront pour la plupart, redémarré au centre de l'échiquier politique et auront eu, de ce fait, moins de mal à trouver un public. Malgré leur différence, l'Allemagne et la France constituèrent deux exceptions, dans la mesure où, dans d'autres pays, notamment l'Italie, la presse devait continuer sur sa lancée d'avant-guerre, une fois débarrassée de la pression fasciste, mais sans restructuration d'importance.

La qualité et l'efficacité du regard international d'Eveno se mesurent ensuite au bilan qu'il trace pour la France, l'Allemagne et l'Italie de la situation des quotidiens, soixante ans après la mise en place des dispositions de relance, dans un contexte démocratique. Pour l'ensemble de la presse quotidienne nationale et régionale, il restait, en 2003, 372 titres en Allemagne (pour 22, 6 millions d'exemplaires), 99 en France et 70 en Italie (pour 8 millions d'exemplaires dans les deux cas). Mais c'est la France qui, depuis 1950, a connu la plus grande hémorragie, perdant plus de la moitié de ses titres. C'est aussi elle qui compte le plus faible apport de la publicité dans les recettes (31 %, contre 43 % en Allemagne et 46 % en Italie). La faiblesse de la manne publicitaire dans la presse quotidienne française, pauvre en capitaux, constituée, selon l'auteur, la principale cause de sa fragilité.

Le livre se poursuit avec un habile résumé de la rapide construction d'un célèbre empire de presse. L'auteur nous rappelle ce qu'aura été le parcours politique de Robert Hersant, (« *pétainiste par carriérisme, radical par opportunisme, gaulliste par nécessité, centriste par inadvertance* (p. 37) », ainsi que ses aventures judiciaires. Il décrit ensuite la naissance et la croissance de son groupe avec *l'Auto Journal* en 1950, puis autour de titres quotidiens régionaux à partir de 1955 et de France-Antilles en 1961, avant l'achat de Paris Normandie en 1970, qui lui vaudra le surnom de « papivore ». Un précieux tableau de l'évolution montante, puis déclinante, du groupe conclut ce chapitre.

Eveno en vient ensuite à une présentation des titres-phares de ce qu'on appelle la PQN(ationale) par rapport à la PQR(égionale). On notera la qualité des sous-titres que l'auteur propose au passage : *le Figaro* « conservatisme et publicité », *le Monde*, « la référence détestée », *Libération* « l'aventure faite journal ». Pour *les Échos* et *la Tribune*, Eveno se demande s'il n'y aurait pas « un quotidien économique de trop ». L'analyse du cas de *France Soir* et *Paris Jour* permet de souligner la constance d'un « refus d'une presse populaire en France » et l'étude du cas du *Parisien* et de *l'Équipe* de pointer « les réussites du groupe

Amaury ». Quant à résumer la situation de *la Croix* et de *l'Humanité*, la formule est éclairante : « feu la presse d'opinion ».

L'évolution de la presse a également des conséquences pour les journalistes qui sont de plus en plus amenés à travailler pour des supports diversifiés. Eveno opte davantage pour une prise en compte et un accompagnement de ce nouveau paysage que pour une nostalgie de l'ancien qu'il note chez certains, nostalgie d'une époque où la polémique relevait d'une activité normale, le retour d'une certaine agressivité de ton étant, dans cette optique, censé casser un consensus mou.

Les chapitres suivants sont consacrés au rôle de l'argent et au cadre juridique et professionnel de la presse, traversé par quelques solides spécificités françaises comme par exemple les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne ou le Syndicat du Livre. Ces aspects économiques et juridiques sont mis en perspective par rapport aux structures patronales, « la corporation » et aux sociétés de journalistes. Phénomène de concentration, crise de la publicité, un contexte largement médiatisé est ici éclairé avec, là aussi, des éclairages sur la situation hors frontières. On apprendra au passage que l'une des raisons de la faiblesse de la presse quotidienne tient au développement spectaculaire de la presse magazine qui est tel que le rapport entre le marché des quotidiens et des magazines est en France deux fois plus fort qu'en Italie, quatre fois plus qu'en Allemagne, cinq fois plus au Royaume-Uni et huit fois plus en Espagne.

On aura compris que l'intérêt de ce livre de synthèse aura été de mettre en perspective historique la situation des quotidiens et de souligner en quoi l'histoire était encore prégnante. Une autre qualité de l'ouvrage tient en l'existence d'éléments choisis de comparaison internationale. La seule critique que l'on pourrait faire à l'auteur est de ne pas avoir interrogé suffisamment la question du jacobinisme, du parisianisme, dans la comparaison avec des pays qui sont davantage décentralisés, dans la mesure où cette centralisation aurait pu peser dans les difficultés de la presse quotidienne nationale française. Le rôle de l'État fait en revanche l'objet d'un chapitre où l'on apprend que son aide n'a cessé d'augmenter en France.

L'ouvrage se termine par une réflexion sur l'impact que des journaux gratuits et mis en ligne sur Internet peuvent avoir sur l'économie et le contenu des quotidiens. Au-delà des banalités que l'on peut lire ici où là sur cette évolution, Eveno distingue deux phénomènes. Il note d'abord la synergie qui s'établit vaillant que vaillant pour les quotidiens dits de qualité entre leur version papier

et leur site internet. Il insiste ensuite sur la concurrence que les gratuits font peser sur la presse à petit prix, plus populaire, et qui connaît de graves difficultés, peinant à proposer mieux que ces nouveaux concurrents gratuits dont l'économie tient sur la ressource rare que constitue la publicité.

Sans rien oublier d'essentiel, Patrick Eveno aura réussi la gageure de faire tenir en un peu plus de 200 pages ce qui manquait en termes d'histoire économique contemporaine de la presse quotidienne française. Mais il offre bien mieux qu'une synthèse des recherches passées, certains aspects étaient dispersés, mais d'autres méconnus, par exemple ce qui tient aux gratuits. En pleine reconversion de la presse et dans une ambiance de déclin quantitatif et de suspicion générale à son égard, bien des professionnels et des lecteurs éclairés auront à cœur de s'emparer d'un texte dont on répétera *in fine* l'intérêt de sa dimension internationale.

Jean-Pierre BACOT
 Chercheur associé
 Université de Bourgogne. CIMEOS
 jean-pierre.bacot@orange.fr

Nathalie HEINICH, *Pourquoi Bourdieu*, Paris, Gallimard, coll. « Le débat », 2007, 188 pages.

par Hélène BOURDELOIE

Sociologue au CNRS, Nathalie Heinich se lance ici comme défi d'écrire un livre « *pour comprendre, et pour expliquer, les raisons [...] [du] succès* » de Pierre Bourdieu, qui fut son directeur de thèse. Une telle démarche ne pouvait revenir qu'à un chercheur ayant pris ses distances avec la sociologie bourdieusienne. Il n'est dès lors guère étonnant que l'ouvrage ait fait couler beaucoup d'encre, donnant lieu à des interprétations divergentes suivant le rapport de chacun avec le sociologue. Cette note de lecture demeure donc l'occasion d'apporter un point de vue, certes critique, mais le plus objectif possible, loin des réactions passionnelles. *Pourquoi Bourdieu* est un essai qui se découpe en cinq parties, dont chacune livre une analyse critique du sociologue et de son œuvre en y mêlant des considérations d'ordre à la fois scientifique et personnel.

Intitulée « *L'ordre du religieux : charisme et prophétisme* », la première partie s'attache à la personnalité de Bourdieu, qui aurait eu comme défaut majeur de

vouloir incarner la figure de « *prophète* ». Nathalie Heinich assoit son argument en illustrant cette façon d'être chez le sociologue au moyen de diverses anecdotes. Ainsi est-il par exemple resté longtemps le maître des *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* en privant la revue d'un comité de lecture. Il s'affichait aussi comme un penseur « *[venant] de nulle part* » (p. 19) qui formait, avec ses collaborateurs – tels des « *disciples* » – une sorte de « *communauté* » à laquelle on appartenait, sans quoi tout retrait était perçu comme un acte d'apostasie. En somme, Bourdieu aurait fait de sa propre théorie un véritable dogme affirme Nathalie Heinich.

Dans la seconde partie, la sociologue s'intéresse aux raisons qui ont assuré la fortune de la théorie bourdieusienne, que l'auteur reconnaît elle-même avoir initialement soutenue. Elle souligne que la démarche de Bourdieu attire par son matériau statistique qui non seulement « *donne le sentiment de lire et de transmettre de la science* » (p. 46), mais s'accompagne également de théorie et de concepts comme ceux de *capital culturel*, d'*habitus* ou de *champ*, « *sans lesquels, convient-elle, aucun sociologue ne peut travailler aujourd'hui* » (p. 51). L'accent mis sur le terrain, lié à l'obsession de Bourdieu pour l'empirie, a également constitué un point séduisant de sa théorie. N. Heinich y ajoute la haine de Bourdieu à l'égard de l'« *essayisme* » et sa posture critique vis-à-vis de la philosophie, discipline avec laquelle il entretenait un rapport ambigu.

Dans la troisième partie, N. Heinich aborde l'engagement politique du chercheur, une problématique qui divise les partisans d'une séparation claire entre la science et la politique et ceux d'une activité d'engagement. Admettant la légitimité de ces deux positions, l'auteur estime cependant discutable qu'un chercheur les adopte toutes deux « *mais de façon variable selon les contextes et les moments de sa carrière* » (p. 68). Bourdieu est certes resté fidèle à sa sociologie critique avec une œuvre constamment ancrée politiquement mais ses travaux ont connu des infléchissements, ne serait-ce que sur le plan des « *cibles de la dénonciation* ». Ainsi a-t-il d'abord stigmatisé l'institution universitaire (*Les héritiers*), puis les pouvoirs bureaucratiques (*La Noblesse d'État*), les acteurs du libéralisme (*Contre-feux*), et enfin les médias. Mais bien qu'il ne cessât de vilipender ces derniers, il n'eut d'autre choix que d'y recourir dans les années 1980 car « *pour l'intellectuel engagé qu'[il était] devenu, les médias [étaient] désormais un outil incontournable* » (p. 92).

Dans le domaine de l'art et la culture, les travaux de Bourdieu offrent à l'époque un nouveau regard scientifique avec « *l'enquête statistique* » et « *la rhéto-*

rique de la démonstration » (p. 110). Se différenciant de la tradition marxiste, le sociologue montre que l'art obéit aussi à des déterminations symboliques, comme le montrent les notions de « capital culturel » ou d'« habitus ». S'il apporte un nouvel éclairage sur la manière d'analyser les pratiques culturelles, cet appareillage théorique est néanmoins considéré par Nathalie Heinich comme une « *collectivisation* » des goûts, mettant à mal la « *conception esthète* » de l'art, selon laquelle toute œuvre peut intrinsèquement susciter une appréciation individuelle. En plus de ses concepts novateurs, la sociologie de Bourdieu a comme particularité d'avoir étendu la notion de « culture » à des genres d'expression non académiques (photographie, BD, jazz, cinéma, etc.). Elle n'en reste pas moins marquée par une « *conception de la culture axée exclusivement sur ses formes savantes* » (p. 127) rapporte l'auteur, signalant là des critiques émanant d'anciens collaborateurs de Bourdieu. La théorie bourdieusienne tend aussi, pour Heinich, à faire le lit du relativisme – encore que Bourdieu n'y adhérerait pas personnellement concède-t-elle – puisque les opinions de chacun ne dépendent pas des propriétés des objets, mais de logiques collectives et sociales.

La dernière partie est consacrée à la sociologie de Bourdieu et au rapport qu'entretient l'auteur avec la discipline. Adeptes d'une « sociologie de la critique », Heinich écrit que le problème majeur de la sociologie de Bourdieu vient du fait que la critique des acteurs incombe au sociologue. C'est là un obstacle qui l'a conduit à abandonner radicalement cette posture. Un autre travers de la théorie de Bourdieu réside, selon elle, dans son « *nominalisme* » qui peut s'avérer dangereux s'il donne lieu à un « *relativisme normatif* ». Elle considère en effet qu'il y a une place dans l'analyse sociologique pour un « relativisme descriptif » (qui décrit la variété des rapports au monde social) et non pour un « relativisme normatif » (qui réfute toute idée de hiérarchie). La sociologue dénonce également le déterminisme qui caractérise la sociologie de la domination et porte atteinte à la philosophie humaniste. Bourdieu aurait pourtant tenté de résoudre ce « *problème* » en créant le concept d'« habitus » qui, conciliant le libre arbitre et le déterminisme de l'individu, « *lui a valu d'apparaître comme à la fois plus intelligent que les déterministes [...] et plus malin que les naïfs propagandistes de l'illusoire liberté d'un sujet lui-même illusionné* » (p. 148) écrit la sociologue, pour laquelle ce concept ne serait somme toute qu'une astuce pour échapper à la critique du déterminisme. Au final, N. Heinich reproche à cette théorie de la reproduction de porter un regard désillusionné sur le monde social en révélant au sujet qui se croyait libre qu'il n'est au fond que le produit de déterminations.

Bon nombre des critiques adressées par Nathalie Heinich à la sociologie de P. Bourdieu ont déjà été signalées ailleurs. L'originalité de l'ouvrage vient plutôt du fait qu'elle y a cherché « à éclairer [son] propre parcours, de disciple à renégate » (p. 177). Cet objectif finalement avoué explique sans doute pourquoi la démarche de l'auteur prend la forme d'une confession, voire d'une socioanalyse. Pour les inconditionnels de Bourdieu, l'ouvrage a sans doute été reçu comme un pamphlet, voire comme une atteinte à la personnalité du sociologue. On peut en effet s'étonner des tournures ironiques et psychologisantes qui émaillent la plume de Nathalie Heinich. Cela n'enlève cependant rien à la qualité de l'ouvrage qui, très instructif, replace bien l'œuvre de Pierre Bourdieu dans le contexte de l'époque où elle a émergé, tout en rendant compte de son influence.

Hélène BOURDELOIE

Université Paris II - CARISM / IFP

helene.bourdeloie@yahoo.fr